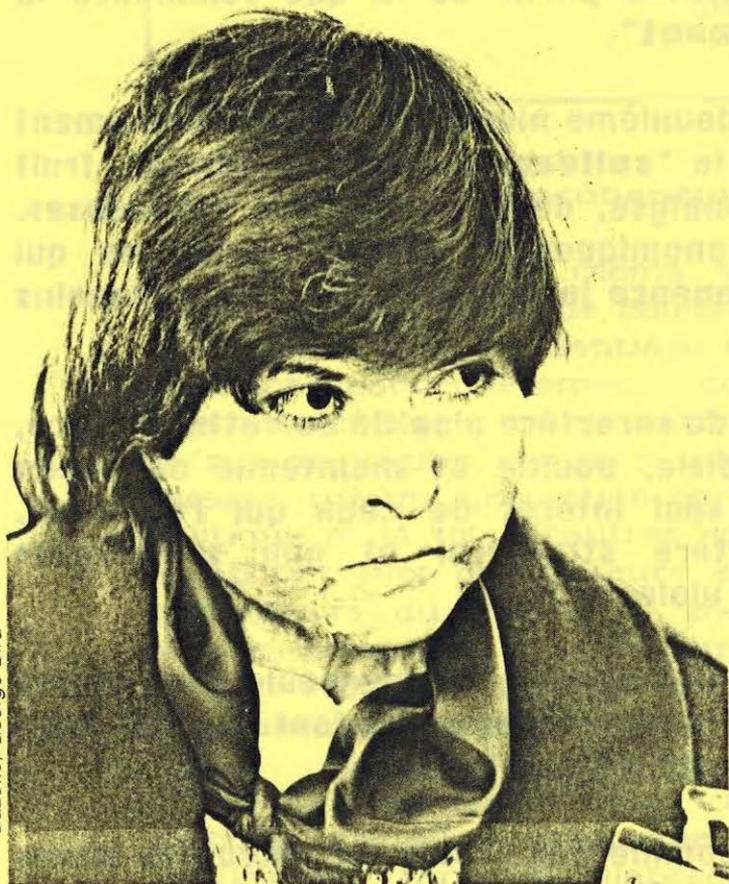


EN MARCHÉ I

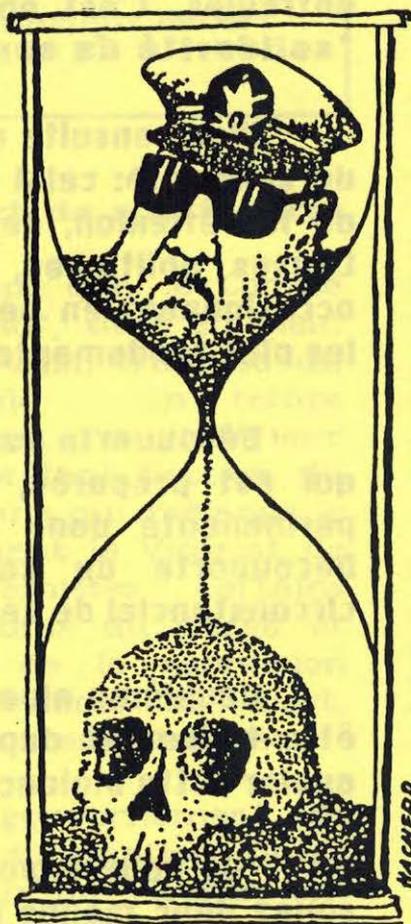
# Caminando!

BULLETIN DE REFLEXION ET D'ENGAGEMENT

Volume VIII, no 2, mai 1987



Gazette, George Bird



CHILI 1987

## Un deuxième niveau de solidarité

Face à une tragédie, à un drame ou à une situation de misère, c'est d'abord un sentiment de compassion qui s'empare de nous. Cela est quelque chose de tout à fait humain et démontre que nous avons tout de même encore des entrailles. C'est en effet à partir de là que commence la "solidarité du sentiment".

Vient ensuite un deuxième niveau, un deuxième moment de solidarité: celui de la "solidarité de conscience", fruit de la réflexion, de l'analyse, de la découverte des causes. Causes politiques, économiques et même religieuses qui occasionnent en permanence la violation des droits humains les plus fondamentaux.

Découverte aussi du caractère planifié de cette violence, qui est préparée, choisie, voulue et maintenue de façon permanente dans le seul intérêt de ceux qui l'exercent. Découverte du caractère structurel et non simplement circonstanciel de cette violence .

Deuxième niveau de solidarité indispensable pour ne pas être bêtement dupe des manoeuvres tendant à nous faire avaler cette violence comme étant justifiée.

"Je vous envoie comme des brebis au milieu des loups; soyez donc malins comme les serpents mais candides comme les colombes". (Mat. 10,16)

Etre solidaire suppose voir clair!

Chili: Vicaría de la Solidaridad

# "VOUS SEREZ ACCUSÉS FAUSSEMENT..."

**UNE PASTORALE PROPHÉTIQUE QUI NOUS  
INTERPELLE**

par Marilyn Hébert

## **Un temps d'incompréhension et de souffrance**

Né en 1976, en même temps que le Comité chrétien, "La Vicaria de Solidaridad", situé en plein coeur de la ville de Santiago au Chili, traverse un moment particulièrement difficile - un temps d'incompréhension et de souffrance. A l'intérieur même de l'Eglise, certains interprètent l'action du Vicariat comme une action partisane qui mélange le politique et la foi. D'autres accusent le Vicariat de collaborer avec des secteurs extrémistes. Certains travailleurs du Vicariat - membres du clergé et autres défenseurs des victimes de la répression - ont reçu de nombreuses menaces de mort. Quelques-uns ont été agressés, d'autres assassinés.

Et par-dessus tout, le gouvernement de Pinochet mène une campagne de diffamation contre le Vicariat. Certains collaborateurs du Vicariat ont été arrêtés et accusés d'avoir enfreint soit la loi anti-terroriste, soit la loi du contrôle des armes, soit les deux. C'est le cas actuellement pour Gustavo Villalobos et Ramior Olivares.

Le Vicariat soutient que ces deux personnes sont innocentes, que le procès de Olivares était injuste, que ni l'un ni l'autre n'a profité de son lien avec le Vicariat pour dissimuler le transport et la vente d'armes, pour cacher des terroristes, pour s'infiltrer un peu partout et susciter l'opposition au gouvernement.

Qu'est-ce qui a pu donner lieu à de telles attaques?

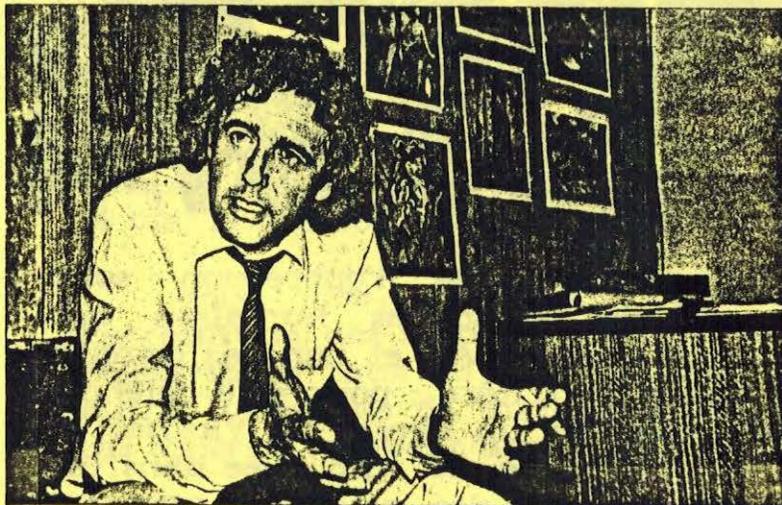
Gustavo Villalobos, avocat, a travaillé à la défense des droits humains pendant treize ans, dont plusieurs années à titre de membre de l'équipe des avocats du Vicariat.

Ramiro Olivares, de l'équipe des médecins du Vicariat, a soigné les victimes de l'oppression, sans faire de distinction entre la droite ou la gauche, les considérant comme des personnes humaines qui avaient besoin de ses services.

Pour bien comprendre leur implication, il faut connaître la mission du Vicariat.

Fondé par le Cardinal Raul Silva Henriquez et mandaté par l'Eglise pour s'engager dans la pastorale prophétique, le Vicariat travaille depuis onze ans à la promotion et à la défense des droits humains, donnant priorité aux < petits > aux opprimé-e-s, aux sans-pouvoir et aux sans-voix. Unique parmi d'autres organismes de droits et libertés, le Vicariat a opté pour un travail personnel et concret.

Au lieu d'une dénonciation des situations de violation des droits humains, le Vicariat offre un accompagnement, un soutien et s'implique directement en faveur des victimes de l'oppression. (En 1985, le Vicariat a reçu 51 566 demandes. Au premier semestre de 1986, le nombre atteignait 42 789 et continuait d'augmenter avec l'intensification de la répression.)



Gustavo  
Villalobos

## **Services axés sur la personne humaine**

Parmi les multiples services offerts par le Vicariat, il y a un service juridique et une présence active dans les "poblaciones," ces bidonvilles des diverses zones de l'Archidiocèse. Il est important de connaître ces deux services.

D'abord, le service juridique - ce service est divisé en plusieurs secteurs : un secteur d'accueil et d'orientation (où la victime ou ses parents peuvent décrire leur situation et être orientés), un secteur d'assistance médicale et sociale pour les victimes et les membres de leurs familles (avec accès gratuit et confidentialité assurée par un médecin ou un psychologue, comme le Docteur Olivares), un secteur juridique proprement dit (avec ses propres avocats, un service également gratuit et confidentiel, comme offrait Maître Villalobos), un secteur d'analyse et d'information et finalement, un secteur de coordination nationale (des services des droits humains dans les autres diocèses). Impressionnant! N'est-ce pas?



Toutes les victimes de l'oppression sont accueillies comme des personnes humaines qui vivent l'angoisse et l'insécurité - et non pas comme des clients. Il existe un critère : pour être défendu devant les Tribunaux par un avocat du Vicariat, il ne faut pas que la personne soit impliquée dans un délit politique comportant des actes de violence. Dans ce dernier cas, la personne est orientée vers d'autres organismes responsables.

Le service juridique peut comprendre la défense du droit de vivre dans son pays natal, le droit à son intégrité physique et psychologique, le droit d'identifier le corps d'un parent et de l'enterrer sans harcèlement de la part des autorités gouvernementales, militaires ou para-militaires, et le droit à une défense rapide, efficace et professionnelle. Les avocats sont intransigeants dans leur défense de la vérité et leur dénonciation de la torture, même au risque de leur propre liberté ou de leur vie.

Au département juridique se sont ajoutées l'édition de livres et de dépliants et la publication d'un journal. Avec l'état de siège presque toutes les revues ont en effet été suspendues, laissant au journal hebdomadaire du Vicariat "SOLIDARIDAD" la mission d'informer le peuple de ce qui se passe. Cette mission, le journal s'en acquitte très bien.

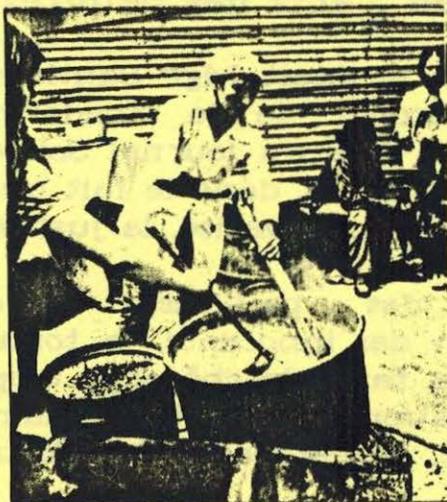
Comme le disait Mgr Santiago Tapia Carvajal, Vicaire épiscopal de la Solidarité, directeur et représentant légal du journal Solidaridad : "Il n'y a rien de surprenant dans le fait que l'Eglise défende la vie, la liberté, la vérité, la justice, la paix."

Voix des pauvres, Solidaridad dénonce l'arrestation des innocents, la torture, les descentes policières, le taux de chômage trop élevé et toutes autres violations de droits humains, en citant des cas concrets, souvent avec des photos.

Solidaridad publie des informations relatives à des activités des familles des détenu-e-s et des disparu-e-s (dont le bureau est dans l'édifice du Vicariat), des journées pastorales, la visite du Pape, la publication de nouveaux livres (tel le rapport d'Amnistie Internationale), la résolution des Nations-Unies par rapport au Chili, les campagnes - au Chili et à l'étranger - contre la torture ... et tant d'autres choses. Solidaridad offre aussi des pages aux jeunes pour exprimer leurs joies, leurs peines, leurs peurs, leurs esclavages (drogue, prostitution, délinquance). Il est évident que les sans-voix peuvent compter sur les journalistes du Vicariat pour leur donner une voix.

Mentionnons maintenant un service qui existe dans les huit zones de l'Archidiocèse de Santiago.



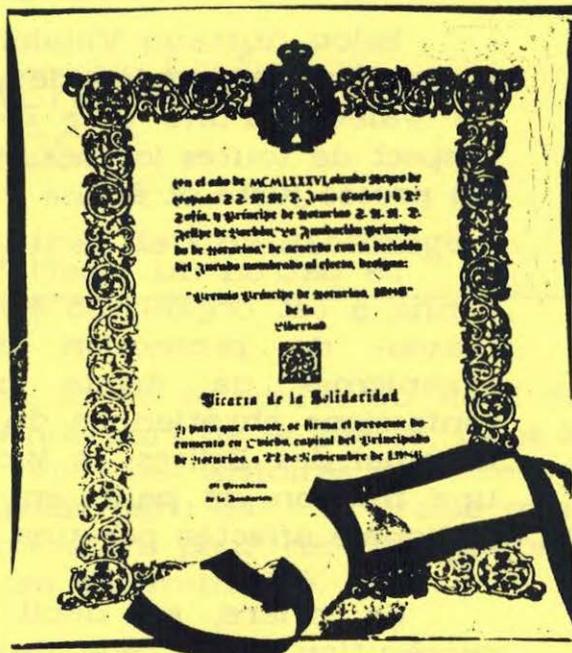


Appuyant les agents de pastorale de chaque zone, des équipes de Solidarité font un travail d'évangélisation par un service concret aux plus pauvres. Ce service inclut actuellement 365 « soupes populaires » qui rejoignent 729 000 personnes, des ateliers de travail, des comités de survie, des ateliers de formation pour les femmes et des petits centres d'aide juridique.

Il y a aussi des programmes de formation pour aider les gens à réfléchir sur leurs problèmes et à y trouver leurs propres solutions. Ces programmes sont suivis par une équipe de recherche dans le but de mieux comprendre le vécu des "pobladores" ainsi que les conséquences et séquelles de la répression. Ces programmes visent à faciliter le passage du sentiment d'écrasement à une reconnaissance de sa dignité de personne humaine, avec la conscience de ses droits et responsabilités et avec un certain pouvoir pour défendre ces droits.

Une justice

qui bâtit la vie



Certains groupes ont manifesté leur reconnaissance du travail du Vicariat - l'année dernière ce dernier a reçu deux prix internationaux.

Le premier, décerné le 22 septembre à Washington, D.C. - LE PRIX LETELIER MOFFIT MEMORIAL - en mémoire de Orlando Letelier et Ronni Moffit, deux chiliens assassinés le 21 septembre 1976. Le prix offert par la Fondation Letelier-Moffit reconnaissait le travail du Vicariat pour la défense des droits humains.

Le deuxième, décerné le 25 novembre 1986 à Oviedo en Espagne - LE PRIX POUR LA LIBERTE - offert par le Prince d'Asturies, Felipe de Borbón, au nom du gouvernement et du peuple d'Espagne. Le Cardinal Juan Francisco Fresno, Archevêque de Santiago, a dit de ce prix : "Cette reconnaissance par un pays européen renouvelle nos énergies pour continuer et pour rendre plus efficace l'action dans laquelle le Vicariat s'est engagé."

Selon Gustavo Villalobos, le travail du Vicariat - sans être un modèle de société nouvelle - promeut les valeurs d'une telle société : "...la solidarité, le respect de toutes les personnes humaines, le droit à un procès juste et à une vie vécue dans la paix."

Le patron du Vicariat, Saint François d'Assise, donne à cet organisme son modèle de travail - un travail de promotion de la paix. Lié aux organismes de droits humains des différentes confessions chrétiennes du Chili et aussi au Conseil mondial des Eglises, le Vicariat se voit inséré dans une mission de paix, en plein coeur d'une réalité nationale affectée par une spirale de violence.

Sa prière, en dépit de (ou à cause de) sa persécution reste celle de Saint François d'Assise : "Seigneur, fais de moi un instrument de TA PAIX." Et à cette prière, le Vicariat ajoute une autre parole très actuelle: "Nous voulons soutenir les persécuté-e-s pour qu'ils (elles) exigent la justice - une justice qui est à la base de la paix et qui bâtit LA VIE."

Nous croyons que c'est en appuyant les ouvriers et les ouvrières que nous contribuons à leur organisation ; que c'est en défendant leurs droits que nous combattons l'injustice ; que c'est en interpellant les consciences que nous annonçons une société libre, fraternelle, juste et vraie - tant désirée par Jésus-Christ et son Eglise.

Laissons-nous interpellé par cette pastorale prophétique.



# "NE SOIS PAS LÂCHE, CHÉPÉ, DÍS QUELQUE CHOSE"

## Histoires de Chalatenango

La vie continue dans les zones de conflit du nord du Salvador, dans la peur et les horreurs de la guerre, dans le travail quotidien et l'espoir. Voici des histoires de cette vie -là: des scènes qui n'ont jamais paru dans la presse mais qui ont une signification particulière pour ces "campesinos" qui veulent vivre en paix et en communauté.

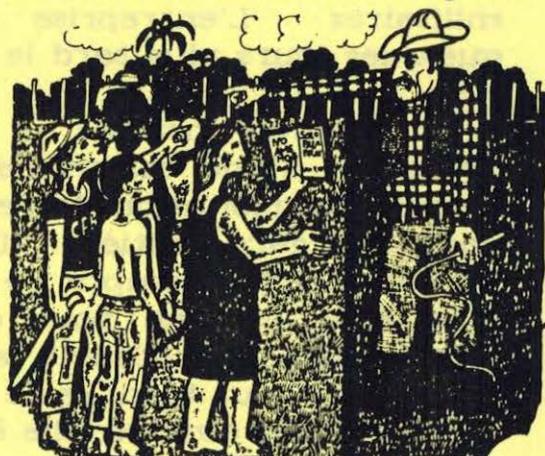
### **Demain ça pourrait être toi**

Au cours des quinze premiers jours de 1987, l'angoisse et la peine ont été au rendez-vous à Chalatenango, près de la frontière du Honduras. En voici quelques exemples. Dernièrement, un jeune homme a été fait prisonnier à un poste de contrôle militaire, alors qu'il se rendait au village voisin. Sa famille elle-même n'a pas osé protester tellement la peur était grande. La communauté chrétienne a cependant lancé un appel à la solidarité et a fait signer par tout le monde une lettre adressée aux autorités militaires. L'entreprise a été couronnée de succès et quelques jours plus tard le jeune homme a été relâché.

Un autre incident ne s'est pas aussi bien terminé. Un des chefs d'une communauté qui s'en allait chercher un permis d'exploitation de l'eau pour son village a été détenu dans une gare routière. Dès que sa femme et ses parents se sont rendus compte de ce qui venait d'arriver, ils sont allés à la caserne pour obtenir sa libération mais sans succès. Les gens étaient terrifiés et la situation s'est gâtée. Deux jours plus tard, cette femme fut capturée alors qu'elle se promenait avec sa fille âgée de six ans.

La situation était sérieuse. Ces communautés n'ont pas beaucoup de moyens pour résoudre leurs problèmes. Elles n'ont pas d'influence, ni de pouvoirs, surtout lorsqu'elles ont affaire aux autorités militaires. Cependant les gens possèdent quelque chose de très profond qui leur donne de la force. Une "campesina" nous a raconté : " A cause de la situation, nous avons été forcés d'agir. A la messe, nous avons demandé au prêtre de lire la parabole du Bon Samaritain parce que cette histoire nous fait comprendre qui est notre voisin." Ces gens se sont tournés vers l'Évangile parce qu'ils y croient et qu'ils y puisent leur force.

Après la lecture de l'Évangile, une autre "campesina" s'est levée et a dit : " Jusqu'à présent nous avons toujours eu peur de dire ou de faire quoi que ce soit lorsque quelqu'un était fait prisonnier. Nous sommes ici parce que nous sommes chrétiens et que la Parole de Dieu nous commande d'aimer notre voisin par des actes concrets. Jusqu'à présent, on n'a lancé que des accusations. On a dit que ceux qui ont été fait prisonniers vendaient des vivres aux < éléments > subversifs. Aujourd'hui ceux qui ont été fait prisonniers sont ceux qui sont tombés au bord de la route. Je dirais que beaucoup d'entre nous ne voulons pas leur porter secours parce que nous avons peur. Toutefois le Seigneur nous dit d'aimer notre prochain comme nous-mêmes, et je me dis : " Si l'on me fait prisonnière demain que voudrai-je que mes frères et mes soeurs fassent pour moi?"





### Et voici ce qui s'est passé...

L'explication était formidable. Le fondamentalisme biblique que l'on attribue souvent à ces chrétiens campesinos a cela de bon : il reprend ce qui est fondamental dans l'Evangile. Bien des gens sont tombés au bord de la route dans notre pays. Nous devons les aider sinon l'Evangile perd sa signification. Après la messe, on a demandé à ceux qui voulaient répondre à cette invitation de rester. Et voici ce qui s'est passé : personne n'est parti mais tous sont restés silencieux. Finalement quelqu'un a pris son courage à deux mains et dit ce que tout le monde pensait tout bas. " Mais si nous parlons, nous pouvons nous faire prendre demain." C'est la triste condition, ici, dans ces villages. On ne fait aucun cas des gens qui dénoncent les violations des droits de l'homme, contrairement à ce qui se passe en ville. Leur peur était plus que justifiée mais la peur n'a pas eu le dernier mot.

Une des femmes chuchotait à son mari, Don Chepe: "Ne sois pas lâche, Chepe, dis quelque chose." Et Don Chepe, assez effrayé, commença à parler dans un chuchotement, en avalant ses mots. Cependant il était résolu à parler : " Je pense que certains d'entre nous pourraient aller à la caserne demain pour demander aux militaires pourquoi on les retient prisonniers. On pourrait témoigner que ce sont de bonnes gens. Je dirais que nous devons le faire et y aller ensemble."

Comme il y a deux mille ans, ce sont les femmes qui se sont engagées les premières. Cette fois-ci, cependant, il n'était pas question d'embaumer le corps de la victime gardé par les soldats. Aujourd'hui, les femmes allaient affronter les soldats qui retenaient des gens prisonniers. Et c'est ce qui s'est passé. Les femmes ont été les premières à donner leur nom. Toutefois malgré la peur, elles se sont engagées à aller à la caserne, quoi qu'il arrive. L'une d'entre elles a tenté d'encourager les autres en disant : " La Sainte Vierge sait que nous n'allons rien faire de mal, elle va nous aider." Plus de douze personnes se sont proposées.

Pour renforcer leur résolution elles ont récité le rosaire cette nuit-là. Alors qu'elles priaient, elles ont entendu une camionnette s'arrêter à la hauteur de la maison. Des applaudissements et des cris de joie ont fusé. Les gens qui avaient été fait prisonniers venaient d'être libérés et un ami les avait ramenés dans son camion. C'était comme lors de la résurrection du Seigneur, la peur se transformait en joie. Après les embrassements, les larmes et les explications, elles ont continué de réciter le rosaire pour remercier le Seigneur cette fois-ci. La nuit qui avait commencé dans l'obscurité, la crainte et l'angoisse, se transformait en une aube radieuse grâce à la libération des prisonniers.

Il restait toutefois des nuages pour obscurcir le soleil radieux. Les gens qui venaient d'être libérés disaient ce qu'ils avaient entendu dire : bien d'autres personnes seraient détenues pour avoir donné à manger aux < éléments > subversifs. Ils ont cependant poursuivi leur rosaire dans la joie, même si tous pensaient qu'il leur faudrait se reposer encore pour aller à la caserne et réciter d'autres rosaires pour renouveler leur forces.





3 741 952

(Une parabole moderne)



"Dis-moi combien pèse un flocon de neige?"  
demanda une mésange à une colombe  
sauvage.

"Rien de plus que rien." fut la réponse.  
"Dans ce cas là, je dois te raconter une histoire  
merveilleuse" dit la mésange.

"J'étais assise sur une branche de sapin, près  
du tronc, quand il a commencé à neiger tout  
doucement, sans tempête non, comme dans un  
rêve, sans la moindre violence.



Comme je n'avais rien d'autre à faire, j'ai  
compté les flocons de neige qui se déposaient  
sur les brindilles et les aiguilles de ma  
branche.

Il y en avait exactement 3 741 952. Quand le  
flocon suivant s'est déposé - rien de plus que  
rien, comme tu dis - la branche s'est cassée."  
Ayant dit cela, la mésange s'enfuit.

La colombe, une autorité en la matière depuis  
le temps de Noé, se mit à réfléchir à cette  
histoire quelques instants et murmura "Peut-  
être manque-t-il une seule personne pour que  
LA PAIX se fasse dans le monde!" (1982)



# MARCHE-CELEBRATION ROMERO

Ceux qui, en l'assassinant le 20 mars 1980, pensèrent en finir avec l'archevêque de San Salvador, Monseigneur Oscar ROMERO, se sont grossièrement trompés.

Sept ans après cette honteuse conjuration, Monseigneur Romero continue de rassembler autour de lui hommes et femmes pour qui la vie ici ou ailleurs est sacrée.

A Montréal, le 24 mars dernier, plus de six cents militants de différents mouvements et paroisses ont marché sur la rue Saint-Denis pour rappeler la dramatique actualité des sans-abri, tant en Amérique latine qu'au Québec.



**Montréal, 24 mars 1987**



Rassemblés ensuite en l'église Saint-Louis-de-France, ils ont témoigné de l'action qu'ils mènent chacun dans leur domaine afin d'assurer aux marginalisé-e-s de notre époque "mieux qu'un abri, un chez soi."

Ceux qui pensèrent éliminer Monseigneur Romero n'ont fait que le rendre vivant et actif pour toujours, au-delà même des années et des frontières.

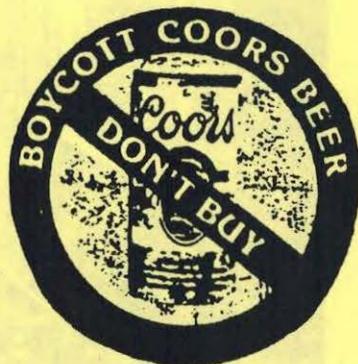
## Allez donc prendre ça "coors"!

**E**ST-CE pour faire plus de variété sur le marché que Coors a décidé de s'implanter au Québec en s'associant à la Brasserie Molson? Pas du tout. C'est probablement au manque de clientèle et à la diminution substantielle de ses ventes (50 %) sur le marché américain que nous devons l'implantation de la Coors au Québec. Cette importante baisse de consommation est due en majeure partie à une campagne de boycottage organisée par un *Comité de soutien pour le boycottage de la Coors (AFL-CIO)*. Cette campagne, commencée il y a sept ans, prend aujourd'hui toute son ampleur et déploie un vaste mouvement de sensibilisation.

A la Faecum, le Conseil central a décidé unanimement de boycotter la Coors et la Coors Light. Celles-ci ne se retrouveront donc plus sur les tablettes du bar Le Clandestin. Les raisons de ce boycottage sont nombreuses.

Au cours des 20 dernières années, la compagnie Coors s'est débarrassée successivement de 19 syndicats. En 1977, le Syndicat des travailleurs des Brasseries Coors du Colorado, affilié à l'AFL-CIO, a perdu son accréditation pour avoir protesté contre l'utilisation de détecteurs de mensonges et la fouille des effets personnels des travailleurs par leurs supérieurs.

Car les frères Coors ne brassent pas que de la bière, ils comptent également parmi les principaux bailleurs de fonds du Heritage Foundation, un organisme ultra-réactionnaire. La mission de ce dernier est d'abolir les lois sur les droits civiques, le salaire minimum, les syndicats, les programmes sociaux, l'action positive pour les femmes, etc. Cet organisme condamne également les traités limitant la course aux armements. Membres fondateurs du US Council



for World Freedom, les frères Coors amassent des millions de dollars pour des organisations d'extrême-droite (Unita en Angola et les contras au Nicaragua).

Plusieurs associations étudiantes et groupes de jeunes ont été sensibilisés par l'AFL-CIO et ont décidé de boycotter la bière Coors. C'est pour toutes ces raisons humanitaires que la Faecum a décidé d'agir. □

**M'Barek Kaddouri,**  
coordonnateur  
à l'information.

REFUGIE-E-S:

## LES RAISONS PROFONDES

Pourquoi y a-t-il tant de réfugié(e)s, tant de gens qui s'enfuient de chez eux parce qu'ils ont peur? Quelles sont les raisons profondes qui poussent les réfugié(e)s à partir, si nombreux(ses)? Ces questions se posent de plus en plus souvent, en ce moment, alors que les gens d'Eglise qui travaillent avec les réfugié(e)s, cherchent à comprendre les raisons qui sous-tendent ces mouvements de réfugié(e)s. Les gens d'Eglise qui travaillent avec les réfugié(e)s consacrent la majeure partie de leur temps à subvenir aux besoins des réfugié(e)s en exil. De plus en plus, cependant, ceux et celles qui travaillent avec des réfugié(e)s doivent s'interroger sur les raisons profondes de ces mouvements.

L'un des thèmes principaux qui a été abordé lors de la Consultation Oecuménique sur la Protection et l'Asile à Zurich, en 1986, concernait la nécessité de créer des liens entre ceux et celles qui travaillent avec les réfugié(e)s et les groupes impliqués dans la défense des droits humains et la promotion de la paix, afin de remédier aux problèmes qui poussent les réfugié(e)s à partir de chez eux.

Les gens décident d'abandonner leur communauté et de quitter leur pays parce qu'ils (elles) ont peur. Quitter son chez-soi pour affronter l'inconnu est une importante décision à prendre. Si certain(e)s pensent sans aucun doute que leur départ est temporaire, les autres se rendent compte qu'ils (elles) ne pourront jamais plus retourner chez eux (elles). Quel que soit le type de violence ou de persécution qui les a poussé(e)s à partir, les réfugié(e)s ont une chose en commun, **la peur** : peur des conséquences s'ils (elles) restent, peur de la persécution, de la violence, de la torture, de la mort.

De nombreux organismes de défense des droits humains ont énuméré les différentes formes de violence qui poussent les réfugié(e)s à fuir. Cependant les réfugié(e)s ne sont pas de simples "produits dérivés" des violations des droits humains. Que les réfugié(e)s soient forcé(e)s de quitter leur foyer est en soi une violation des droits humains, droits qui ont été exposés dans divers documents officiels internationaux.





Les raisons particulières pour lesquelles les réfugié(e)s fuient, sont le reflet du contexte national et du contexte régional. On peut néanmoins identifier certaines raisons profondes qui sont générales : luttes ethniques et ethno-nationalistes, conflits et soulèvements politiques, et enfin la désintégration des normes sociales qui, d'ordinaire, contiennent le caractère sporadique de la violence. Ces raisons sont bien évidemment reliées et exacerbées par le présent système international, économique et politique, injuste.

## L'INTERVENTION ETRANGERE

Dans un monde où les super-puissances s'engagent dans des guerres sectorielles "par procuration", où elles interviennent selon leur bon vouloir dans la politique du Tiers-Monde, où les leaders du Tiers-Monde reconnaissent que leur existence même dépend des décisions prises dans le Nord, il ne faut pas s'étonner que tant de conflits et d'actions répressives perpétrés par les gouvernements soient la cause du déplacement des populations.

Dans un monde où, par la voix des institutions économiques internationales, on demande aux gouvernements du Sud de servir les intérêts du Nord, et où ces mêmes institutions soutiennent les gouvernements qui répriment ceux qui cherchent à redistribuer terres et richesses, les gouvernements répressifs survivent plus facilement que ceux qui se font la voix des aspirations populaires.

Les gouvernements du Nord interviennent dans le Sud pour protéger leurs soi-disant intérêts stratégiques et économiques. On justifie souvent, au nom d'intérêts stratégiques, l'intervention pour protéger des intérêts économiques. C'est ainsi que le gouvernement américain justifie son intervention en Amérique centrale au nom de la "menace communiste pour la paix".



Les moyens d'intervention sont devenus de plus en plus sophistiqués ces dernières années. Il y a, bien sûr, toujours des cas de franche invasion militaire mais les gouvernements du Nord ont trouvé d'autres moyens - moins voyants et cependant tout aussi efficaces - de contrôler la politique dans le Sud.

Lorsque le Fonds Monétaire International, par exemple, établit ses exigences, les gouvernements prennent - à coup sûr - des **décisions politiques au détriment du bien-être de la majorité** de leurs populations. Lorsque des mouvements populaires mettent au défi cette politique, les gouvernements répondent alors par la répression. Les opposants se voient contraints d'adopter des moyens d'opposition plus violents - ce qui conduit alors les gouvernements en place à user de mesures plus répressives. Les gouvernements jugés solidaires des intérêts du Nord reçoivent l'aide militaire et financière nécessaire pour rester au pouvoir.

## LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

Dans bien des pays du Tiers-Monde, les gouvernements ont adopté une politique répressive, pensant qu'un gouvernement fort et centralisé, qui ne souffre aucune opposition, peut mieux se développer économiquement. Cette façon de voir est encouragée par les institutions financières internationales. Les opposant(e)s au régime sont alors réduit(e)s au silence, les demandes des minorités ethniques ou religieuses sont balayées et les forces militaires gouvernementales s'accroissent au nom du progrès et du modernisme.

Pour le régime en place, les intérêts de l'état-nation sont plus importants que les libertés individuelles ou les institutions démocratiques. Des régimes aux idéologies tout à fait opposées partagent cette conception du rôle de l'état. Le matériel militaire et les équipements de surveillance sont de plus en plus sophistiqués, ce qui permet aux gouvernements de contrôler et de persécuter leurs opposant(e)s avec plus d'efficacité qu'auparavant. La répression conduit alors, entre autres, à la violation des droits humains à l'intérieur du pays, et les opposant(e)s au régime fuient dans la peur.

## LES LUTTES ETHNIQUES ET ETHNO-NATIONALISTES

Des réfugié(e)s du monde entier fuient à cause de conflits ethniques - fréquemment attisés par les puissances colonialistes. Quelquefois ces conflits se transforment en guerre ou alors les gouvernements eux-mêmes les provoquent, cherchant ainsi à utiliser ces tensions pour servir leurs propres ambitions politiques. Selon l'idéologie de l'état-nation moderne, les revendications d'autonomie ethnique ou d'indépendance sont considérées comme dangereuses pour la sécurité nationale. Les puissances étrangères utilisent fréquemment ces intérêts ethniques - souvent légitimes - pour leurs propres desseins.

Ainsi, en Amérique centrale les forces armées américaines ont exploité les griefs des groupes indigènes pour atteindre leurs propres objectifs. En Afrique, les gouvernements ont durci leurs positions face aux séparatistes qui mènent la lutte pour obtenir l'autonomie; ils sont bien déterminés, en effet, à empêcher qu'une telle chose ne se produise. Et les réfugié(e)s continuent de fuir.



Les super-puissances à la recherche d'avantages stratégiques encouragent les conflits frontaliers, dans des pays où souvent les puissances européennes ont créé artificiellement ces frontières. Les longs conflits sanglants, dans certains pays d'Afrique en sont la parfaite illustration.

## CONFLITS ET SOULEVEMENTS POLITIQUES

Dans de nombreux pays, le colonialisme a eu pour effet d'imposer des structures politiques étrangères qui n'avaient que peu de fondements dans la société locale. Ces institutions manquent souvent de légitimité; en fait le peuple ne considère pas qu'elles puissent légitimement résoudre les conflits. Les structures indigènes ayant été détruites et les institutions politiques nationales n'ayant aucune force, la violence devient alors un moyen ordinaire et même reconnu de résoudre les conflits.

La violence explose s'il n'existe aucun moyen de résoudre pacifiquement les conflits qu'engendrent, par exemple, les revendications de différents groupes ethniques. A l'origine, la violence semble être "ethnique", alors qu'en fait elle est le symptôme de la déficience des institutions politiques, qui ne peuvent résoudre les conflits.

Dans bien des pays du monde, les gouvernements font face aux menaces d'insurgé(e)s armé(e)s. Ils répondent alors à la guérilla par des campagnes de contre-insurrection, afin d'éliminer - à la base - le soutien populaire aux rebelles. Ces campagnes dirigées explicitement contre les populations civiles, causent des souffrances inimaginables.

Des communautés entières sont alors déplacées. Les plus récentes tactiques de contre-insurrection font d'ailleurs de la dispersion des populations civiles, un élément essentiel de la stratégie militaire.

Nombre de gouvernements "relocalisent" les populations civiles loin de leurs communautés, devenues souvent zones de combat. Même si ces plans de "relocalisation" ont pour but de protéger les civils de la violence environnante, ils entraînent toujours, semble-t-il, l'afflux de réfugié(e)s. Les gens préfèrent souvent quitter leur pays lorsqu'on les force à partir de chez eux - surtout s'ils ne font pas confiance au gouvernement en place.

Pour consolider leur pouvoir, les gouvernements utilisent non seulement des tactiques militaires mais aussi des stratégies économiques. La dépossession économique systématique est un instrument de guerre moderne, au même titre que les bombes et l'armée. N'a-t-on pas amplement rapporté dans les journaux des **mesures gouvernementales visant à restreindre l'arrivée de nourriture dans des régions de famine**, afin de forcer une capitulation politique ou un génocide? Les gouvernements imposent très souvent leur contrôle sur des régions qui résistent à la centralisation. Et trop souvent, ce genre de mesure soulève les protestations ethniques, entraînant ainsi la répression gouvernementale et la fuite des réfugié(e)s.

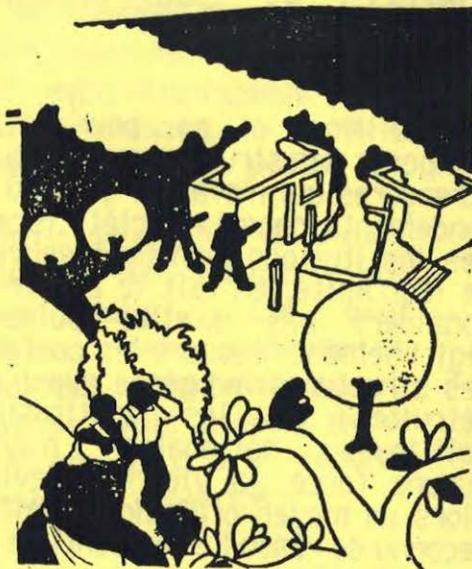


## LA VIOLENCE PROLONGEE

Enfin, un climat de violence spécial s'instaure lorsque les conflits civils se prolongent et que le gouvernement central est incapable de contrôler la situation. Les luttes civiles entraînent l'écroulement des normes sociales de ces pays. La violence devient sporadique. Les groupes armés qui ravagent le pays et se battent contre des groupes armés rivaux, créent un climat de terreur. De ce fait, dans de nombreux pays, des centaines de milliers de gens sont déplacés.

Qu'elle soit le fruit d'une guerre civile, de campagnes de contre-insurrection ou d'une invasion, la violence prolongée coûte très cher économiquement. Les récoltes sont brûlées, les maisons détruites, les écoles fermées; il n'y a plus d'emploi. Même ceux et celles qui - personnellement - échappent à la violence physique souffrent des conséquences économiques.

Il n'y a pas de réponse toute faite à la question: "Quelles sont les raisons profondes qui entraînent l'afflux de réfugié(e)s? Les raisons de la violence, des persécutions et des conflits qui conduisent les gens à quitter leur pays sont complexes et reliées. Il est indispensable d'analyser les raisons profondes de ce problème à l'échelon national, car la situation est particulière à chaque pays et à chaque région.



Il faut prendre des mesures à plusieurs niveaux et dans plusieurs pays, si l'on veut que les Eglises s'attaquent aux problèmes de base.

Arrêter l'exode des réfugié-e-s implique donc une action visant à faire cesser au Nord la vente d'armes et, d'autre part, des efforts favorisant le rapprochement entre les groupes ethniques en conflit.

Les Eglises ont beaucoup de pain sur la planche! C'est en travaillant avec les réfugié(e)s et en les écoutant raconter leur histoire que les chrétien(ne)s sont appelé(e)s à agir, afin de remédier aux causes de leur souffrances □

Tiré du magazine du CENTRO REGIONAL DE INFORMACIONES OECUMENICAS, édition du 17 février 1987

## EL SALVADOR

# RECRUTEMENT PAR LA FORCE: CE SONT LES PAUVRES QUI SONT RECRUTES

Au cours de l'année 1986 et depuis le début de 1987, les Forces Armées ont mis sur pied un programme de recrutement forcé. Il ne s'agit pas d'une nouvelle méthode, celle-ci est commune depuis un grand nombre d'années. L'élément nouveau consiste à envoyer ces recrues dans les zones de guerre où un grand nombre est blessé ou tué. Ceci explique l'esprit de panique qui s'est répandu. Aux arrêts d'autobus, entrées de cinéma et d'écoles, endroits où les gens qui travaillent à la ferme sont payés, les équipes de recrutement ont semé la terreur.

Comme toujours, ceux qui sont ainsi recrutés et envoyés à la guerre appartiennent à la classe pauvre. Il ne se fait pas de recrutement dans les quartiers riches de San Benito ou Escalon, seulement à Soyapango, Mijicanos, San Antonio Abad et d'autres régions pauvres.

## **CE SONT LES PAUVRES QUI PORTENT LE FARDEAU DE LA GUERRE, DE LA MORT.**

Il y a quelque temps, l'Archevêque Rivera déclarait que si tous devaient risquer leur vie - si les enfants des riches devaient eux aussi courir le risque de se faire tuer - la guerre finirait probablement plus vite et une solution politique serait envisagée. Dans un sens, l'Archevêque Rivera défendait le service militaire obligatoire pour tous mais il déplorait aussi un tel service militaire en ce moment parce que celui-ci favorise la guerre au détriment de la paix.



A date rien n'a changé. Le recrutement forcé continue et **ce sont les pauvres qui sont recrutés**. Les guerilleros ont dans le passé eux aussi employé cette façon de recruter mais sur une échelle moins grande ; ce sont surtout les Forces Armées qui sèment la terreur parmi les jeunes gens et qui plongent les familles des recrues dans la douleur. De plus les Forces Armées n'ont rien à craindre en agissant ainsi, elles resteront impunies. La télévision et les journaux en ont fait état. Le fait suivant rapporté dans le journal El Mundo du 6 janvier dernier, donne un aperçu de l'angoisse ressentie par un grand nombre.

"Depuis deux semaines, l'Armée a recruté par la force des jeunes gens à travers le pays, créant ainsi l'angoisse dans les familles qui ont besoin de leur fils pour étudier et travailler. Chaque Unité de Défense Civile, surtout à San Salvador, doit présenter 50 jeunes dont l'âge varie entre 15 et 18 ans. Ce qui est le plus grave c'est que ce recrutement s'effectue dans les endroits publics tels les arrêts d'autobus et les places de divertissement. Ces jeunes gens ne sont ni des vagabonds ni des mésadaptés et leurs parents sont terriblement affectés par leur absence.



## L'ARMÉE A RECRUTE PAR LA FORCE

"Depuis le 25 décembre, on peut voir des soldats et des membres de la Défense Civile qui arrêtent les autobus et enlèvent littéralement les jeunes gens. L'Armée prétend que ce recrutement est nécessaire parce qu'un grand nombre des 60 000 soldats a terminé ses deux années de service et que l'on doit trouver des soldats pour remplir les places vacantes et préparer ces recrues à se battre contre la guérilla.



"L'Armée soutient que ceux qui sont ainsi enlevés dans la rue n'auront pas nécessairement à faire leur service militaire, tout au plus doivent-ils passer des examens physiques et psychologiques. Et pourtant les parents affirment que même après avoir présenté des papiers médicaux aux gens de la caserne de l'Armée, celle-ci a refusé de leur rendre leurs enfants."

(Tiré de Carta a las Iglesias.)

# Le nom de Dieu dans la nouvelle constitution du Nicaragua

Pablo Richard

Le 9 janvier 1987, la nouvelle constitution du Nicaragua fut proclamée: "Au nom du peuple nicaraguayen, de tous les partis et organisations démocratiques, patriotiques et révolutionnaires du Nicaragua, de ses hommes, ses femmes, travailleurs et paysans, de sa jeunesse glorieuse, de ses mères héroïques, *des chrétiens qui dans leur foi se sont engagés dans la lutte pour la libération des opprimés*, de ses intellectuels patriotiques et, enfin, de tous ceux dont les efforts ont contribué à la défense de la nation et de ceux qui combattent contre l'agression impérialiste pour assurer le bonheur des générations futures".

Jamais dans l'histoire de l'Amérique Latine n'y a-t-il eu discussion aussi profonde, avec des résultats aussi lucides, sur l'introduction ou l'omission du nom de Dieu dans la Constitution du pays, que celle tenue au Nicaragua.

Les conservateurs voulaient que le nom de Dieu apparaisse à tout prix. Les libéraux et les marxistes voulaient l'éliminer. Mais dans un moment de clarté prophétique, l'Assemblée s'est rendu compte que le Dieu en question n'était pas le Dieu qui avait inspiré la lutte des chrétiens pour la libérations des opprimés.



La lutte entre les conservateurs et les marxistes était à propos d'un Dieu qui n'était pas le Dieu des chrétiens révolutionnaires du Nicaragua. En effet, le Dieu dont discutaient ceux qui se déclaraient croyants ou athées, était abstrait, métaphysique et non transcendant et n'avait rien à voir avec le Dieu des chrétiens révolutionnaires du Nicaragua. Or, la foi chrétienne est "athée" quant il s'agit de ce Dieu, considéré comme une idole fabriquée par le système dominant.

Ainsi, le Dieu qui est entré dans la Constitution est le Dieu biblique, celui de Jésus, le vrai Dieu, le Dieu des pauvres qui combat pour la vie et la justice.

Il est étrange que la majorité des chrétiens conservateurs (y compris quelques évêques) se soient opposés à l'introduction du nom de Dieu dans la Constitution, de manière, suivant leur argument, à éviter des manipulations politiques de la part du gouvernement. Les marxistes traditionnels s'étaient, eux aussi, opposés, mais pour des raisons d'ordre différent. Mais, dans cette discussion entre conservateurs, fussent-ils marxistes ou chrétiens, personne ne s'est demandé finalement de quel Dieu on parlait.

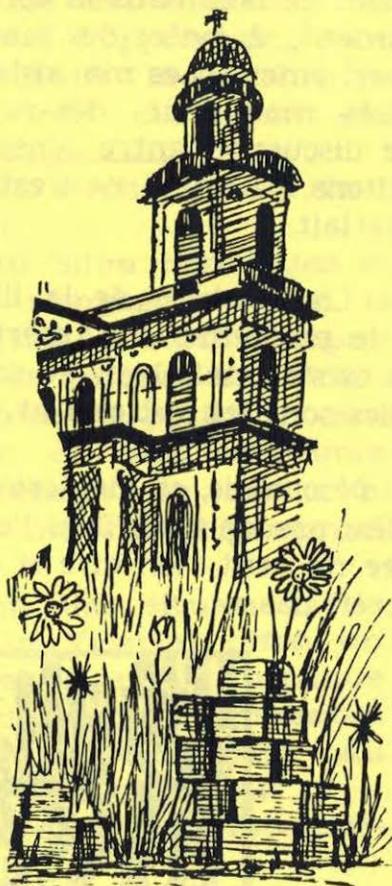
La théologie de la libération affirme depuis longtemps que le problème, en Amérique Latine, n'est pas de savoir si Dieu existe, mais bien de savoir **où** et **comment** et de savoir quelles sont les **options** et comment elles sont présentées.

Désormais, se dire croyant ne signifie plus rien si l'on ne précise pas en quel Dieu l'on croit. De la même façon, se dire athée ne veut rien dire si on ne précise pas en quel Dieu l'on ne croit pas.



Le problème théologique fondamental en Amérique latine n'est pas de démontrer l'existence de Dieu mais de discerner le Dieu de Jésus des fausses idoles. Le problème n'est pas l'athéisme mais l'idolâtrie; idolâtrie qui substitue l'argent, le prestige, le pouvoir au vrai Dieu, tout autant que l'idolâtrie qui pervertit le sens de Dieu, qui déforme son image ou prend son nom en vain.

Il est merveilleux de voir que cette question théologique, si présente dans les communautés de base latino-américaines, ait aussi été discutée à l'Assemblée du Nicaragua.



## FORMULAIRE D'ABONNEMENT ET DE CONTRIBUTION

N O M : \_\_\_\_\_

R U E : \_\_\_\_\_

V I L L E : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ DATE : \_\_\_\_\_

\* Abonnement au Caminando: (5 numéros par année)

Au Canada : \$10      A l'étranger: \$ 12 ..... \$

\* Paiement d'un télégramme d'urgence: \$15 ..... \$

\* Contribution au travail du Comité ..... \$

\*\* Voulez-vous un reçu pour fin d'impôt?  
(seulement pour télégramme ou contribution) -----

**Comité Chrétien pour les Droits Humains**  
**en Amérique latine, 25, Jarry ouest,**  
Montréal Qc, H2P 1S6  
Tél.: (514)387-2541

Ont participé à la réalisation de ce numéro:

Traductrices : Pascale Viagani, Madeleine Perreault  
Photographe : Martin Segal  
Rédaction : Marilyn Hébert  
Conception et mise en page: Denise Caron, Grace LeBlanc,  
Aline Sarrazin, Charlemagne Ouellet.

# S O M M A I R E

Un deuxième niveau de solidarité .....	2
Chili, Vicaría de la Solidaridad: Vous serez accusés faussement.....	3
Ne sois pas lâche, Chepe: dis quelque chose! .....	11
3 741 952, une parabole moderne.....	15
Marche-célébration Romero 1987.....	16
Allez donc prendre ça "coors"!.....	18
Réfugié-e-s: les raisons profondes.....	19
El Salvador: Recrutement par la force.....	25
Le nom de Dieu dans la n. constitution du Nicaragua.....	28

**UNE CONSCIENCE GLOBALE,**

**UNE ACTION LOCALE**

**Comité Chrétien pour les Droits Humains en Amérique latine, 25, Jarry ouest, Montréal Qc, H2P 1S6 (514)387-2541**